ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

CIRCONSCRIPTION DE CONFOLENS - RUFFEC

Démocratie Chrétienne - Parti Socialiste Démocrate

Un Socialisme dans la Liberté
l'Union et la Réconciliation des Français
avec le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
Une Politique Nouvelle par une Majorité Elargie

Notre préoccupation, notre combat sont d'éviter à la France les désastres sociaux-économiques d'un collectivisme que veulent nous imposer les formations du Programme Commun de la Gauche.

Nous voulons, très prochainement, que l'Europe soit une réalité qui conditionne notre SÉCURITÉ et notre AVENIR AGRICOLE ET INDUSTRIEL.

RÉCONCILIATION DES FRANÇAIS

Nous rejetons comme néfaste pour tous la coupure artificielle de la France en deux blocs politiques rivaux. Avec tous les socialistes libres, les centristes et les modérés, notre objectif est l'instauration d'une troisième voie pour un soutien au Chef de l'Etat et au Premier Ministre qu'il nomme.

DÉFENSE DES VALEURS MORALES

Pour vivre et prospérer, pour éviter de dégénérer en licence et de sombrer dans l'anarchie, la démocratie a besoin d'une âme. Pour nous, démocrates chrétiens, seule la pensée chrétienne (catholique, protestante, juive, etc...) peut valablement et durablement la lui fournir. Le matérialisme engendre le cynisme et ses effets destructeurs pour l'homme. Nous prônons la confiance réciproque.

POLITIQUE FAMILIALE

Notamment par le doublement des allocations familiales, dont les Caisses ne doivent pas servir à combler le déficit chronique de la Sécurité Sociale, et la création d'une retraite de la mère de famille.

DÉCENTRALISATION DES POUVOIRS

Les Communes et les Collectivités locales doivent avoir le « pouvoir » et les « moyens » de faire aboutir leurs programmes (routes, écoles, équipements sportifs, etc...) sans attendre des mois ou des années un accord parisien assorti d'instructions et recommandations qui n'ont qu'un très lointain rapport avec les réalités.

LES LIBERTÉS

Ce sont les libertés d'entreprendre, les libertés syndicales et du Crédit dans le respect du public et de l'Economie, liberté pour que cessent les querelles scolaires, liberté de presse, liberté d'associations...

RESPECT DE LA NATURE

Il est impensable que, sous prétexte d'intérêts privés, on laisse souiller la nature et détruire son image par des créations immobilières anarchiques ou des dépôts dangereux ou polluants.

DÉFENSE DES CONSOMMATEURS

Par l'amélioration des circuits de distribution qui, actuellement, lèsent et mécontentent les producteurs et consommateurs. Il ne faut plus que les sacrifices de ceux qui produisent soient source scandaleuse de profits pour certaines catégories.

POUR LES SALARIÉS

Le rôle des salariés doit être modifié dans le sens d'une réforme de l'Entreprise fondée sur l'association des partenaires sociaux. Le S. M. I. C. devra être relevé de manière à ce que chacun reçoive les rémunérations correspondant à ses aptitudes et à son travail. La liberté du travail sera garantie.

LES MULTINATIONALES

Ces Entreprises, ces Industries aux capitaux et moyens matériels considérables peuvent dicter leur loi aux Gouvernements. Il faut les contrôler très rigoureusement afin d'éviter cela.

SÉCURITÉ DES PERSONNES ET DES BIENS

Pour la réalisation de la sécurité garantie des personnes et des biens, il faut que les Services de la POLICE NATIONALE et de la GENDARMERIE soient, effectivement et prioritairement, chargés de cette mission. Il faut aussi qu'ils en aient les moyens et les effectifs, car le terrain doit être « occupé » par les forces de sécurité et non par les criminels et voyous qui s'attaquent surtout aux personnes âgées isolées. Il faut encore que la sollicitude s'exerce à l'égard de ceux qui la méritent et non en faveur de criminels dont la détention coûte une fortune au contribuable.

NOTRE CIRCONSCRIPTION DE CONFOLENS/RUFFEC

S'imposent : la réouverture du Lycée de CHASSENEUIL, qui n'aurait jamais dû être fermé ; le rétablissement des services et de la Sous-Préfecture à RUFFEC ; la création d'un Lycée d'Etat à RUFFEC ; une politique de maintien des écoles rurales et des Services d'Etat (P.T.T., Perceptions, Ponts et Chaussées...).

L'AGRICULTURE

Elève d'un orphelinat agricole, ouvrier agricole ensuite, votre candidat Démocrate Chrétien Marcel BOIZARD connaît bien les problèmes d'un monde qui est le sien. La création d'industries agro-alimentaires devrait permettre des débouchés pour les productions de notre secteur à dominante polyvalente dans le Ruffécois et d'élevage dans le Confolentais.

Il convient de s'orienter en outre vers une économie de marché avec un revenu stabilisé à progression indexée garantie. La parité doit être obtenue entre prix agricoles et industriels et le Chef de l'Etat a pleinement raison de dire que l'agriculture est « notre pétrole », encore faut-il que « ce pétrole » ne soit pas bradé et que l'acquisition d'un tracteur ne soit pas facteur d'endettement permanent !

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Les femmes d'agriculteurs doivent avoir le même statut que leurs maris chefs d'exploitation, de même que les femmes d'artisans.

L'enseignement agricole devrait permettre l'obtention de tous les diplômes, notamment du Baccalauréat des Sciences Agronomiques et Techniques, ce qui n'est pas le cas en Charente.

LA SÉCURITÉ SOCIALE

Son déficit croissant ne peut être résorbé que par une « moralisation » de la gestion, et nous avons l'exemple de Caisses autonomes faisant des bénéfices avec peu d'adhérents et des prestations sociales importantes (remboursements à 90 %, Maisons de vacances et de repos, etc...).

La santé des Français exige un Organisme approprié ; faut-il encore en contrôler les débordements.

UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE
AU SERVICE DU PUBLIC

Trop souvent, les administrés sont rebutés par l'accueil d'une Administration complexe et rébarbative. La responsabilité personnelle, à tous les niveaux, devrait être la règle avec l'indication de l'identité de la personne à laquelle on s'adresse.

En matière fiscale, il faut que cessent les suspicions à l'égard des contribuables, qui ne sont ni fraudeurs par principe, ni taillables à merci. Si toutes les Administrations se comportaient avec le rigorisme des agents des Impôts, la vie serait rigoureusement invivable en France. L'erreur peut être le fait d'un fonctionnaire et il est inconcevable d'en faire subir les effets au contribuable ; une erreur peut aussi avoir été commise au préjudice de ce même contribuable et il serait moral que le Fisc l'en avise.

LA RECONNAISSANCE DES SERVICES EXCEPTIONNELS

Ceux qui ont sacrifié leur jeunesse, leurs loisirs, leur santé et leur vie de 1939 à 1962 sur les divers théâtres d'opérations militaires ont sans doute droit à autre chose que la constatation de forclusions qui anéantit leurs mérites et titres et à des prescriptions qui sont parfois autant de défis.

Nous ne voulons ni la haine, ni la rancune, ni la vengeance, mais nous EXIGEONS que les droits des Anciens Combattants, des Résistants, des blessés, des malades en captivité ou sur les lieux d'opérations soient reconnus. La France est généreuse de la générosité des Français, mais nous ne voulons pas que, par le biais des prescriptions, les adversaires d'hier viennent narguer notre misère. A chacun selon ses droits et ses mérites et une page douloureuse de notre histoire sera définitivement tournée ; il restera pour la jeunesse un exemple en la personne de nos héros d'Alsace en 1940, de la Résistance, des F.F.L., d'Indochine et d'Algérie avec ceux de Rhin et Danube.

DROIT DE GRÈVE

La grève devrait être le dernier recours, elle devrait être précédée de négociations entre les partenaires sociaux arbitrés par l'Inspection du Travail, l'intervention administrative étant la règle lorsque les revendications sont justifiées. En aucun cas la grève ne doit permettre une entrave à la liberté du travail, la destruction de l'outil de travail, provoquer la fermeture d'Entreprises artisanales ou industrielles ou faire subir des contraintes ou des dangers aux usagers des Services publics.

Il n'est pas question de restreindre le droit des travailleurs, au contraire, mais de faire que les mérites et qualifications reçoivent, avec le soutien direct de l'Etat, les rémunérations auxquelles ils peuvent légitimement prétendre.

SERVICE NATIONAL MILITAIRE

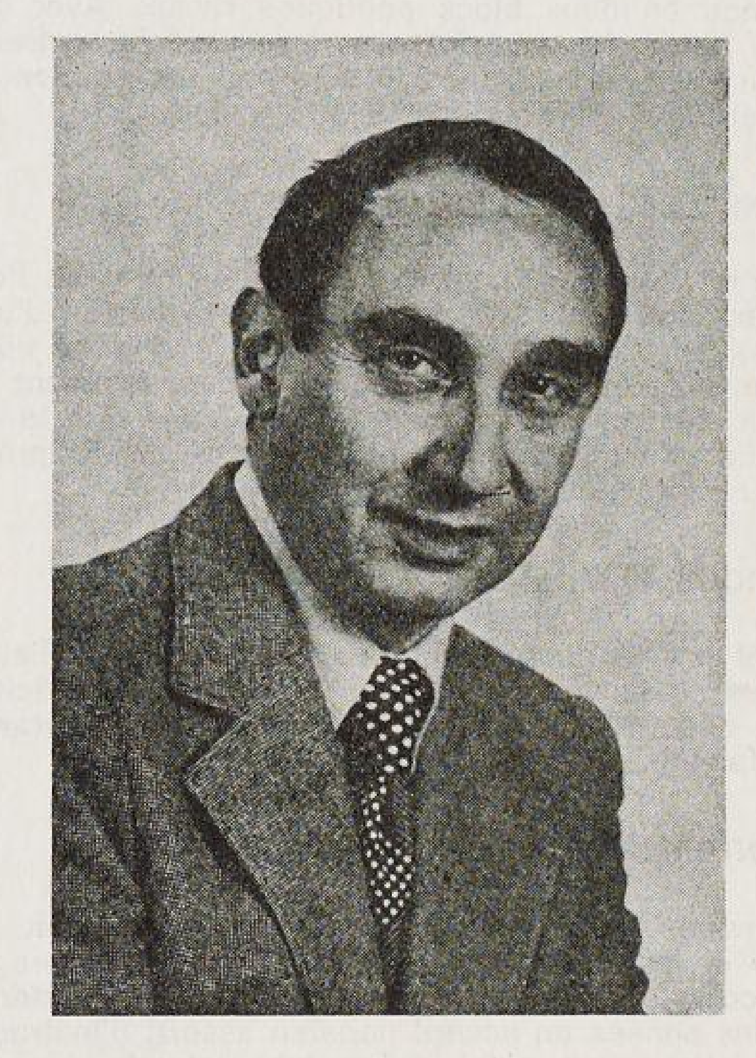
DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE demande le maintien du Service National Militaire, mais profondément réformé dans le sens d'une plus haute technicité pour que les jeunes y trouvent intérêt et profit.



Marcel BOIZARD

DÉMOCRATE CHRÉTIEN

Expert-Enquêteur d'Assurance
Maire-Adjoint de Nanteuil-en-Vallée
Maire Délégué d'Aizecq
Président du Club Amitié des Aînés de Nanteuil en-Vallée, Aizecq, Messeux, Moutardon, Pougné et Saint-Gervais
Président des C.V.R. et Evadés de Guerre et Passeurs
Médaille Militaire. Croix de Guerre. Médaille de la Résistance. C.V.R.



Henry BUGNET

SOCIALISTE DÉMOCRATE

Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques
Principal du Collège de La Rochefoucauld

IMP. SUREAU. 16 - RUFFEC

Sciences Po / fonds CEVIPOF